

Première session du Comité préparatoire pour la quatrième Conférence Internationale sur le Financement du Développement

Table ronde multi-parties prenantes sur "La coopération internationale au développement"

Jeudi 25 juillet 2024 de 15h00 à 16h30

Note conceptuelle et questions directrices

Le Programme d'Addis-Abeba souligne la nécessité d'augmenter le financement public international pour le développement durable, notamment par le biais de l'aide publique au développement (« ODA ») et des prêts des banques multilatérales de développement (« MDBs »). Le Programme d'Addis-Abeba prévoit également des engagements pour explorer des approches innovantes visant à mobiliser des ressources supplémentaires, promouvoir la coopération Sud-Sud et intensifier le financement climatique.

L'ODA a atteint un niveau record de 223,7 milliards de dollars en 2023, mais représente seulement 0,37 % du revenu national brut des pays donateurs, restant largement en deçà de l'objectif de l'ONU de 0,7 %. L'aide bilatérale aux pays les moins avancés (PMA) a atteint 37 milliards de dollars, bien en deçà de l'objectif de 0,15 à 0,20 % du RNB. La mobilisation du financement climatique reste également insuffisante pour répondre efficacement au changement climatique.

Les progrès mondiaux dans l'amélioration de la qualité, de l'impact et de l'efficacité de la coopération au développement ont été lents, avec moins de la moitié de l'ODA canalisée à travers les secteurs publics des pays en développement. Les changements dans les modalités de livraison de l'ODA ont eu des impacts profonds sur l'allocation des ressources, la propriété nationale et l'efficacité. Par exemple, les coûts liés aux réfugiés dans les pays donateurs et l'aide humanitaire sont passés d'environ 9 % de l'ODA nette en 2000 à 25 % en 2022. Le soutien budgétaire, particulièrement aligné sur les priorités nationales, est resté extrêmement faible au cours de la dernière décennie, atteignant seulement 3,35 % en 2022, soit une augmentation de seulement 0,2 % depuis 2015.

Dans le Programme d'Addis-Abeba, les États Membres reconnaissent le rôle important des MDBs dans la fourniture de financements à long terme et de financements contracycliques en période de crise. L'e Programme d'Addis-Abeba encourage les MDBs à: i) optimiser l'utilisation de leurs bilans ; ii) examiner leur rôle, leur échelle et leur fonctionnement pour améliorer leur contribution à l'agenda du développement durable; iii) développer des politiques de graduation séquencées, progressives et graduelles, et garantir que les pays aient accès à un financement abordable suffisant après leur graduation. Il appelle également à des mesures de progrès allant au-delà du revenu par habitant. Depuis 2015, des progrès ont été réalisés dans chacun de ces domaines - avec le Cadre de Suffisance du Capital des MDBs (« CAF ») le Plan d'Action de l'Évolution de la Banque Mondiale et des efforts similaires par d'autres MDBs, ainsi que des discussions sur l'intégration de la vulnérabilité dans les décisions d'allocation. Cependant, une ambition accrue est nécessaire

pour garantir que les MDBs puissent relever les défis actuels dans un monde caractérisé par des risques systémiques croissants et des crises.

Bien que le Programme d'Addis-Abeba ait mis en lumière le potentiel d'utiliser des financements concessionnels pour mobiliser l'investissement privé, à ce jour, seulement environ 213 milliards de dollars ont été mobilisés, bien en deçà des trillions projetés il y a une décennie, avec seulement une petite proportion canalisée vers les PMA. Le Programme d'Addis souligne également les risques associés au financement mixte (« blended finance »), soulignant l'importance du rôle des gouvernements nationaux ainsi que d'instruments bien conçus qui partagent équitablement les risques et les récompenses entre secteurs publics et privés, et incluent des mécanismes de responsabilité clairs.

Le rôle significatif de la coopération Sud-Sud dans la promotion du développement est également reconnu. Les pays en développement sont encouragés à partager les connaissances, les compétences et les ressources à travers la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Questions directrices pour la discussion

1. Aide Publiques Au Développement (« ODA »)
 - Comment la Quatrième Conférence Internationale sur le Financement du Développement peut-elle contribuer à garantir que les objectifs de l'aide publique au développement soient atteints et que l'ODA soit allouée aux pays en ayant le plus besoin?
 - Comment renforcer le rôle des gouvernements nationaux et rendre l'ODA plus efficace?
 - Les vulnérabilités devraient-elles être considérées de manière plus systématique dans les décisions d'allocation?

2. Banques Multilatérales de Développement (MDBs)
 - Quelles mesures peuvent être prises pour augmenter de manière significative la capacité de prêt des MDBs, notamment pour les PMA et autres pays vulnérables?
 - Comment la communauté internationale peut-elle encourager une coopération accrue entre les MDBs ainsi qu'entre les MDBs et d'autres PDBs, au service du développement et de l'impact climatique ? Comment renforcer la coopération entre les banques de développement nationales (« NDBs ») et les MDBs? Comment peut-on mieux utiliser les connaissances locales, y compris pour sourcer des projets alignés sur les priorités nationales?
 - Comment l'impact des ODD peut-il être intégré au cœur des opérations et des investissements des banques de développement? Les incitations internes doivent-elles être ajustées, et qu'impliquerait cela?

3. Financement mixte et autres mécanismes innovants
 - Quelles nouvelles approches de financement mixte (« blended finance ») peuvent être développées pour augmenter l'échelle de ce types de financements tout en mettant l'accent sur l'impact du développement durable et le rôle / contrôle des gouvernements locaux ?
 - Comment les enseignements tirés de l'application actuelle de blended finance peuvent-ils être utilisés pour développer un nouveau cadre de blended finance?
4. Coopération Sud-Sud
 - Quelles mesures peuvent améliorer la coordination et l'impact de la coopération Sud-Sud dans la réalisation des ODD?
 - Quelles mesures peuvent améliorer la coordination et l'impact de la coopération Sud-Sud dans la réalisation des ODD?
5. Qualité, Impact et Efficacité de la Coopération Internationale au Développement
 - Comment susciter un élan autour des principes d'une coopération au développement efficace, de haute qualité et à fort impact répondant aux défis mondiaux en évolution ?
 - Quelles mesures peuvent être prises pour réduire la fragmentation et renforcer la propriété de la coopération internationale au développement ?